

ABDELAZIZ BELKHADEM À PROPOS DES «REDRESSEURS»**«Le parti peut bien se passer d'eux»**

A la guerre comme à la guerre. Face à ses opposants qui se préparent à lui asséner le coup de grâce, le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Abdelaziz Belkhadem, ne semble aucunement tressaillir. Ce dernier, rasséréné par une inespérée moisson électorale, jure de faire regretter leur fronde aux redresseurs. Beau duel en perspective... à la mi-juin.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Rien moins que des menaces de sanctions disciplinaires à l'encontre des redresseurs opposés autant à sa personne qu'à la ligne de conduite qu'il a imprimée au parti et qui, les élections législatives approchant, ont œuvré à saborder sa campagne électorale, promet-il.

A le lire dans les colonnes du journal *El Khabar*, le lendemain du conclave des redresseurs à El-Madania, Abdelaziz Belkhadem attendrait d'un pied ferme ses adversaires à la prochaine session ordinaire du comité central du parti, programmée pour les 15 et 16 juin. «J'ai beaucoup à dire contre eux et je ferai taire toute voix qui s'égosille», avertit-il, visiblement confiant dans l'issue de la bataille organique qu'il s'apprête à livrer.

L'urne lui a fourni de quoi tenir la dragée haute à ses opposants. «Les élections du 10 mai ont prouvé que le parti peut, sans coup férir, se passer d'eux», assène-t-il.

Abdelaziz Belkhadem ne laisse transparaître aucune inquiétude. Il ne s'exprime pas en homme politique apeuré par le lendemain. «Je leur ai épargné l'épreuve de collecte des signatures dans le but de me retirer confiance, car j'ai convoqué la session du comité central pour les

15 et 16 juin. Je leur garantis un débat libre. Les questions organiques seront abordées lors de la réunion, notamment la question du retrait de confiance», confie-t-il, admettant, au passage, qu'il remettrait le tablier si ses adversaires réunissaient la majorité nécessaire à sa destitution. Rappelant qu'il a promis de démissionner si ses choix de listes électorales s'avéraient inopérants, Abdelaziz Belkhadem invite ses adversaires à avoir le courage politique d'assumer leur erreur, eux qui ont prédit, voire travaillé à la déroute électorale du parti.

A l'endroit de ceux qui l'accusent de lorgner des alliances avec les islamistes dans la perspective de l'élection présidentielle de 2014, le secrétaire général du FLN répond : «Désirent-ils que je me rase la barbe pour leur prouver le contraire ? Je ne le ferai pas.»

À l'assaut du Premier ministre

S'il affûte ses armes pour faire face à l'adversité au sein du parti, Abdelaziz Belkhadem n'en fait cependant pas tâche politique exclusive. Fort du succès électoral de son parti, il regarde déjà du côté du Palais du gouvernement. Objectif : détrôner Ahmed Ouyahia sans paraître trop en vouloir.



Belkhadem tient la dragée haute à ses opposants.

Photo : Samir Sid

«Il est des massages à lire à travers les résultats des élections législatives... si le peuple avait désiré que Ahmed Ouyahia poursuive à appliquer son programme, il aurait donné la majorité au RND.» On ne peut plus clairement réclamer le gouvernail de l'exécutif. Cependant Belkhadem, au fait des us du sérail, se retient d'en commettre une quelconque exigence. «Même si le désir des militants du parti est que le FLN reprenne le gouvernail de l'exécutif, la Constitution ne contraint pas le président de la République à nommer le Premier ministre au sein du parti majoritaire.» Aussi voudrait-il que la révision constitutionnelle promise tranche pour un régime semi-présidentiel où le gouvernement

sera issu de la majorité parlementaire. Dans le sillage de son propos, Belkhadem révèle que le chef de l'Etat procédera à un changement du gouvernement. Il précise même que ce sera dans les prochains jours.

Belkhadem dit ne pas réclamer des portefeuilles de souveraineté.

Selon lui, le chef de l'Etat n'a pas entrepris ni avec lui ni avec d'autres chefs de partis des consultations autour du futur gouvernement. «Il n'a pas d'entretiens officiels mais la réflexion est engagée autour des alliances au sein du futur gouvernement, en vue d'une coalition qui pourrait intégrer de nouvelles formations politiques.»

S. A. I.

FAISANT LE BILAN DES LÉGISLATIVES DU 10 MAI DERNIER**Le MPA plaide pour un pôle démocratique**

Le Mouvement populaire algérien (MPA) plaide pour un rassemblement le plus large possible du courant démocratique, patriotique et républicain en vue, selon son premier responsable, de peser sur le nouvel échiquier politique issu des résultats des dernières législatives.

M. Kebci - Alger (Le Soir)- Le parti d'Amara Benyounés s'inscrit, désormais, dans l'après-élections législatives du 10 mai dernier, en s'investissant dans l'œuvre de redéploiement et de structuration organique du parti.

Dans sa première session ordinaire depuis le congrès constitutif du parti de la mi-février dernier, le conseil national s'est penché, vendredi dernier, sur l'évaluation, en premier lieu, des dernières législatives. Un premier point au sujet duquel les présents on été unanimes à en apprécier les résultats engrangés par le mouvement (six sièges : 3 à Mascara, 2 à Relizane et 1 à Tissemsilt).

Suite à quoi, les débats ont été focalisés sur les perspectives avec comme prochain objectif, les élections locales de l'automne prochain.

Ce pourquoi, une stratégie de redéploiement et de structuration a été arrêtée parallèlement à l'installation d'organes prévus par les statuts du mouvement mais laissés en suspens depuis le dernier congrès, faute de taux, avec la proximité du dernier scrutin législatif.

Ainsi, les membres du conseil national du parti n'ont pas approuvé le bureau national composé de 20 membres avec une parfaite parité hommes-femmes comme promis par le secrétaire général du mouvement lors de son discours d'investiture.

Cette structure s'est vu octroyer exceptionnellement, le temps que le niveau d'organisation permette l'élection de toutes les instances locales en conformité avec les dispositions statutaires du parti, la mission de désigner les présidents des



Amara Benyounés.

Photo : Samir Sid

fédérations en charge de la gestion du parti au niveau des wilayas. Tout comme les commissions de discipline et de contrôle des finances ont été installées.

Cela concernant le volet purement organique avant que l'aspect politique ne prenne sa place dans les débats. Des débats au bout des-

quels, et au vu des résultats des dernières législatives, il a été mentionné la nécessité du rassemblement le plus large possible des forces démocratiques, patriotiques et républicaines qui le souhaitent. «Ceci en vue de la constitution d'un pôle à même de peser significativement et marquer de sa présence et sa vision la marche de la nation», pouvons-nous lire dans un communiqué sanctionnant les travaux de cette session et rendus publics hier.

Cette démarche, aussi salutaire qu'incontournable, le parti d'Amara Benyounés affirme s'y investir pleinement avec le feu vert donné au bureau national d'entamer d'ores et déjà les contacts et les démarches nécessaires auprès des potentiels partenaires.

Le but : arriver à des accords préélectoraux dans la perspective des prochaines élections locales, ce qui constituerait, pour le MPA, «un premier pas dans la construction de ce pôle démocratique tant attendu et espéré, mais toujours différé».

M. K.

APRÈS UNE ALLIANCE FORCÉE DE PLUS DE QUATRE ANS**Le RCD de Bouira se retire de l'exécutif de l'APW**

C'est la fin d'une longue et inexplicable alliance entre le FLN et le RCD à l'APW de Bouira. En effet, le RCD, par la voix de son nouveau président du BR, le D^r Chenouf Djelloul, a annoncé le retrait de son groupe de l'alliance qu'il avait tissée avec le FLN en 2007.

Pour rappel, le FLN, qui disposait de 11 sièges à l'APW de Bouira sur les 39, devait

recourir à des alliances pour former sa majorité. A l'époque, le parti avait accepté ce deal en contrepartie du soutien du groupe FLN de Tizi-Ouzou au groupe RCD qui était majoritaire.

Aujourd'hui que cette alliance est rompue à Tizi-Ouzou, le RCD étant versé dans une opposition pure et dure, l'alliance qui était tissée au niveau de l'APW de Bouira devenait caduque,

pour ne pas dire un non sens. Aussi, c'est tout naturellement que le RCD a décidé de se retirer de cette alliance et de boycotter la prochaine session qui aura lieu dans quelques jours pour désigner le futur président de l'APW, après la vacation de ce poste détenu par R'mili Mohamed du FLN et qui vient d'être élu député à l'APN.

Y. Y.

BACHIR MESSAITFA,**ÉCONOMISTE :****«L'élément idéologique n'a pas pesé dans les élections du 10 mai»**

Dans une conférence donnée hier au siège du Centre des études stratégiques Amel El Oumma, l'économiste Bachir Messaitfa a analysé les résultats des élections législatives du 10 mai dernier. Son intervention s'est articulée autour de trois points essentiels, à savoir les variables de l'équation électorale de ces législatives, la réalité politique née du scrutin et les perspectives d'avenir du pays.

Bachir Messaitfa a ainsi énuméré les variables sur lesquelles il s'est basé dans son analyse. En l'occurrence, les considérations politiques dues aux inconvénients de la démocratie en Algérie, les mécanismes juridiques, le nombre d'électeurs et des partis, le poids de l'idéologie, les spécificités sociodémographiques de l'Algérie et, enfin, les problèmes sociaux et les propositions des partis en lice.

Selon lui «il y a une grave crise de confiance et les Algériens se méfient de plus en plus du politique. En témoigne l'important taux de défiance qui se situe à hauteur de 70% (abstention+bulletins nuls, ndlr). La majorité des Algériens qui ne sont pas allés au vote ont moins de 40 ans, des générations post-indépendance. Le mode proportionnel du scrutin excluant de la répartition des sièges, les listes n'ayant pas obtenu 5 % des suffrages exprimés ne favorise pas les petites formations. Il y a eu une inflation des partis nés à la veille des élections. Ce qui est idiot, c'est qu'ils ont tous participé dans cette joute électorale. Or, aucun n'a proposé un projet réaliste. Les composantes de la classe politique algérienne, toutes sensibilités confondues, convergent sur trois valeurs essentielles : nationalisme, Islam et démocratie, et il n'y a pas vraiment de courants divergents. C'est qu'il n'y a pas une grande différence entre Belkhadem et n'importe quel autre leader politique. L'élément idéologique n'a pas pesé dans ces élections».

Partant de ce constat, il estime que «le jeu politique en Algérie s'est réduit aux résultats du scrutin, au seul moment où le ministre de l'Intérieur annonce les résultats. Même les gagnants ont été surpris par les résultats. Tout comme les perdants qui, faut-il le rappeler, ont applaudi les réformes politiques décrétées à la faveur des nouvelles lois. Les nouveaux partis n'ont fait qu'émietter les suffrages exprimés. Il faut néanmoins se méfier de cette majorité silencieuse qui s'est abstenue au vote. Elle n'attend qu'un encadrement à la hauteur de ses aspirations pour s'exprimer. Et il est à craindre que ce soit extrémiste. C'est une véritable bombe à retardement». Et de suggérer : «Il faut revoir le mode de scrutin et établir un autre mécanisme qui permet d'assumer une représentativité pour tout le monde.»

L. H.